

---

**Segment de haut-niveau de la Conférence sur l'économie bleue et le défi climatique en Afrique : les Etats insulaires et côtiers à l'avant-garde**

Discours de Pr. Vêlayoudom Marimoutou, Secrétaire général de la Commission de l'océan Indien

14 juin 2023 | Moroni (Union des Comores)

---

Excellence Monsieur le président de l'Union des Comores et président en exercice de l'Union africaine,

Excellence Monsieur le président de la Commission de l'Union africaine,

Excellences Messieurs les ministres,

Mesdames et Messieurs les chefs de délégation et représentants des partenaires,

Distingués invités, Mesdames et Messieurs,

Tout d'abord permettez-moi d'exprimer nos remerciements au gouvernement de l'Union des Comores, et plus particulièrement à Son Excellence le chef de l'Etat et président en exercice de l'Union africaine, Monsieur Azali Assoumani, pour avoir associé la Commission de l'océan Indien à cette importante conférence et pour l'accueil chaleureux réservé aux délégations ici présentes.

Notre présence ici, à vos côtés, est tout à fait naturelle car l'ensemble des sujets qui sont à l'ordre du jour de ce segment de haut-niveau et qui ont occupé les experts et représentants depuis lundi sont au cœur des missions de la Commission de l'océan Indien.

En effet, la COI est, comme vous le savez, la seule organisation intergouvernementale d'Afrique exclusivement insulaire. Depuis 40 ans, nous animons une coopération diversifiée qui couvre peu ou prou les 17 objectifs de développement durable avec une focale sur ce qui nous caractérise, à savoir notre géographie insulaire et océanique et, partant, la vulnérabilité intrinsèque de nos Etats insulaires et les biens communs. Mais les Etats membres de la COI ont fait le choix de la coopération et de l'ambition collective.

Les premiers projets de la COI ont ainsi visé le renforcement des capacités météorologiques de nos îles, la coopération économique, la lutte contre les pestes végétales et les nuisibles, la gestion durable des pêches en évaluant scientifiquement, par exemple, les stocks de thonidés de l'océan Indien, la gestion intégrée des zones côtières puis la santé publique, la réduction des risques climatiques ou encore la sécurité maritime.

Excellences Monsieur le président, Mesdames et Messieurs,

La Conférence Blue Future inaugure un « processus de Moroni » que nous souhaitons porteur pour les Etats insulaires et côtiers d'Afrique qui sont à l'avant-plan des défis climatiques et environnementaux et qui renferment un potentiel remarquable de résilience.

Mais il faut agir vite car les projections du GIEC montrent une tendance à la destruction des écosystèmes marins et littoraux des latitudes tropicales plus rapides qu'initialement prévu. La Grande muraille bleue est, sans doute, l'expression d'une ambition collective et l'occasion d'une action forte, concertée et coordonnée.

J'invite les promoteurs de la Grande muraille bleue à capitaliser sur les réseaux existants, les expériences de nos institutions et les cadres, notamment de la Convention de Nairobi, pour que nos efforts permettent d'atténuer au mieux le risque et aussi à préparer nos Etats à faire autrement.

Faire autrement, c'est notamment consolider l'architecture de sécurité maritime régionale qui, en la connectant au Golfe de Guinée et à l'Indopacifique, doit permettre de mieux prévenir et intervenir face aux risques, crimes et offenses en mer, dont les pollutions. A cet égard, nous avons proposé que la présidence de l'Union africaine évalue l'opportunité d'organiser un Forum panafricain des garde-côtes ce qui est serait inédit.

Faire autrement, c'est surtout investir dans la résilience en posant clairement l'équation politique et économique de la

mobilisation de ressources sur des secteurs nouveaux, écologiquement responsables, et innovants. L'économie bleue, à cet égard, est un nouvel horizon pour le développement socioéconomique du continent et nos pays insulaires ont un rôle moteur à y jouer s'ils opèrent leur mue en Etats-océan. Pour ce faire, il faut former, former maintenant, former massivement, former tout le temps, former partout. Il nous faut des techniciens, des ingénieurs, des scientifiques, des chercheurs, des entrepreneurs, des fonctionnaires pour relever les défis immenses du climat, des inégalités et de la mondialisation.

Faire autrement, c'est enfin donner une plus grande place aux sciences, notamment aux sciences océaniques et du climat, dans les formations, dans l'élaboration des politiques publiques, dans la prise de décision et dans les synergies avec les secteurs productifs. Nous avons ainsi proposé que cette conférence retienne l'idée d'un institut ou de plusieurs instituts régionaux d'excellence sur les sciences océaniques et climatiques qui engageraient les centres nationaux, les partenaires internationaux, les acteurs non-étatiques comme l'Association des sciences marines du Sud-Ouest de l'océan Indien, et bien d'autres encore.

Excellences, Mesdames et Messieurs,

Sur tous ces sujets, il y a encore beaucoup à dire. Dans tous les cas, je vous invite à retenir l'engagement effectif, plein et entier des officiers et experts du Secrétariat général de la COI. Et pour cause, nous sommes des artisans de la coopération qui faisons de l'économie verte et bleue avant même que les termes n'apparaissent dans les relations internationales.

Permettez-moi de terminer en renouvelant nos remerciements au gouvernement de l'Union des Comores. Je tiens aussi à remercier nos collègues de la Commission de l'Union africaine, de la CEA, du PNUD et de l'UICN pour le bon esprit collaboratif et l'ensemble des délégués pour leur participation active aux travaux de la conférence Blue Future que devrait devenir l'un des

marqueurs annuels du processus de Moroni que nous inaugurons.

Je vous remercie de votre attention.